

# STATUTS FFME

## TABLE DES MATIÈRES

PRÉAMBULE .....	4
TITRE I <sup>ER</sup> – BUT ET COMPOSITION.....	4
ARTICLE 1 <sup>ER</sup> – OBJET .....	4
ARTICLE 2 – DURÉE – SIÈGE .....	6
ARTICLE 3 – MEMBRES.....	6
ARTICLE 4 – AFFILIATION .....	6
ARTICLE 5 – REFUS D’AFFILIATION.....	6
ARTICLE 6 – COTISATION.....	7
ARTICLE 7 – PERTE DE LA QUALITÉ DE MEMBRE.....	7
ARTICLE 8 – MOYENS D’ACTION .....	7
ARTICLE 9 – ORGANES DÉCONCENTRÉS.....	8
TITRE II – LA LICENCE .....	10
ARTICLE 10 – DÉLIVRANCE DE LA LICENCE .....	10
ARTICLE 11 – REFUS DE DÉLIVRANCE DE LICENCE .....	11
ARTICLE 12 – RETRAIT DE LA LICENCE.....	11
ARTICLE 13 – LICENCES TEMPORAIRES.....	11
ARTICLE 14 – DÉLIVRANCE DES TITRES SPORTIFS.....	11
TITRE III – L’ASSEMBLÉE GÉNÉRALE .....	11
ARTICLE 15 – ATTRIBUTIONS .....	11
ARTICLE 16 – COMPOSITION .....	12
ARTICLE 17 – POUVOIRS VOTATIFS .....	14
ARTICLE 18 – CONVOCATION – RÉUNION.....	15
TITRE IV – LE CONSEIL D’ADMINISTRATION.....	15
ARTICLE 19 – ATTRIBUTIONS .....	15
ARTICLE 20 – COMPOSITION – ÉLECTION .....	16
ARTICLE 21 – POSTE VACANT AU SEIN DU CONSEIL D’ADMINISTRATION .....	17
ARTICLE 22 – RÉUNIONS.....	18
ARTICLE 23 – RÉVOCATION DU CONSEIL D’ADMINISTRATION .....	18
ARTICLE 24 – RÉMUNÉRATION DES DIRIGEANTS – REMBOURSEMENTS DE FRAIS – TRANSPARENCE .....	18
TITRE V – LE PRÉSIDENT, LE BUREAU FÉDÉRAL ET LE COMITÉ EXÉCUTIF.....	19
ARTICLE 25 – PRÉSIDENT – ATTRIBUTIONS .....	19
ARTICLE 26 – BUREAU FÉDÉRAL – COMPOSITION – COMPÉTENCES – FONCTIONNEMENT .....	19
ARTICLE 27 – COMITÉ EXÉCUTIF – COMPOSITION – COMPÉTENCES – FONCTIONNEMENT .....	20

ARTICLE 28 – FIN DU MANDAT DU PRÉSIDENT, DU BUREAU FÉDÉRAL ET DU COMITÉ EXÉCUTIF .....	20
ARTICLE 29 – INCOMPATIBILITÉS AVEC LE MANDAT DE PRÉSIDENT .....	20
ARTICLE 30 – VACANCE DU POSTE DE PRÉSIDENT .....	21
TITRE VI – AUTRES ORGANES DE LA FÉDÉRATION .....	21
ARTICLE 31 – LES DÉPARTEMENTS.....	21
ARTICLE 32 – LE CONSEIL DES PRÉSIDENTS DE LIGUES .....	21
ARTICLE 33 – LE CONGRÈS FÉDÉRAL.....	22
ARTICLE 34 – LA COMMISSION DE SURVEILLANCE DES OPÉRATIONS ÉLECTORALES .....	22
ARTICLE 35 – LA COMMISSION DES JUGES ET ARBITRES .....	23
ARTICLE 36 – LA COMMISSION MÉDICALE.....	24
ARTICLE 37 – LE COMITÉ D'ÉTHIQUE .....	24
TITRE VII – DOTATION ET RESSOURCES ANNUELLES .....	24
ARTICLE 38 – RESSOURCES ANNUELLES .....	25
ARTICLE 39 – COMPTABILITÉ .....	25
TITRE VIII – MODIFICATIONS DES STATUTS ET DISSOLUTION .....	25
ARTICLE 40 – MODIFICATION DES STATUTS .....	25
ARTICLE 41 – DISSOLUTION .....	25
ARTICLE 42 – LIQUIDATION.....	25
ARTICLE 43 – PUBLICITÉ .....	26
TITRE IX – SURVEILLANCE ET RÈGLEMENT INTÉRIEUR .....	26
ARTICLE 44 – SURVEILLANCE .....	26
ARTICLE 45 – VISITE .....	26
ARTICLE 46 – RÈGLEMENT INTÉRIEUR .....	26
ARTICLE 47 – PUBLICATION.....	26

## PRÉAMBULE

I. La fédération française de la montagne et de l'escalade (FFME), à vocation sportive de loisirs et de compétitions, s'est donnée un code de comportement appelé « charte d'éthique et de déontologie » qui s'impose à l'ensemble de ses membres et licenciés et tout particulièrement à ceux qui, de par leur fonction ou leur valeur sportive, personnalisent ou incarnent l'activité fédérale.

Son organisation fonctionnelle exige que les dirigeants fédéraux aient acquis les compétences nécessaires à l'exercice des fonctions auxquelles ils aspirent. Pour cela ils s'engagent à poursuivre, au cours de leurs mandats, toute formation utile à leur fonction.

Les textes statutaires et réglementaires de la FFME ont pour but de permettre la complémentarité de tous les échelons de la fédération pour son développement ainsi que l'esprit de solidarité et de cohésion indispensable des équipes dirigeantes.

II. Dans l'ensemble des textes de la fédération (statuts, règlements, etc..), le genre masculin est utilisé comme générique, dans le seul but de ne pas alourdir le texte. Les termes employés pour désigner des personnes ont dès lors à la fois valeur d'un féminin et d'un masculin.

## TITRE I<sup>ER</sup> – BUT ET COMPOSITION

### ARTICLE 1<sup>ER</sup> – OBJET

L'association dite fédération française de la montagne et de l'escalade, fondée le 3 avril 1942 sous le titre fédération française de la montagne (titre modifié le 13 juin 1987), déclarée en préfecture le 20 avril 1945, a pour objet de regrouper les personnes morales et physiques qui pratiquent, en France ou à l'étranger, les disciplines sportives et de plein air se déroulant en montagne et autres zones adaptées :

- escalade,
- para-escalade,
- montagnisme incluant :
  - alpinisme,
  - expéditions,
  - randonnée de montagne,
  - raquettes à neige,
  - ski-alpinisme,
  - canyoning.

La fédération a pour objectif l'accès de tous à la pratique des activités physiques et sportives. Elle s'interdit toute discrimination. Elle veille au respect, par ses membres et par ses licenciés, de ces principes et à celui de la charte de déontologie du sport établie par le comité national olympique et sportif français complétée par une charte d'éthique et de déontologie de la fédération conforme aux principes définis par le CNOSF.

Elle se donne pour missions :

1. de promouvoir, de développer, de coordonner, d'organiser la pratique de ses disciplines dans leurs aspects sport de loisir, sport de haut niveau et de haute performance,
2. de délivrer des licences et des titres fédéraux, d'exercer le pouvoir disciplinaire dans le respect des principes généraux du droit, de veiller aux règles déontologiques dans la pratique des disciplines citées ci-dessus,

8-10 quai de la Marne - 75019 PARIS

T. +33 (0)1 40 18 75 50

F. +33 (0)1 40 18 75 59

[www.ffme.fr](http://www.ffme.fr)

3. d'apporter son concours aux groupements dont les objectifs se confondent en totalité ou en partie avec ceux de la fédération,
4. de promouvoir la recherche de sécurité dans la pratique de ses disciplines et de faciliter l'organisation des secours dans les milieux de pratique,
5. de participer à l'établissement et au contrôle des règlements concernant les brevets professionnels relatifs à la pratique des disciplines citées ci-dessus,
6. d'établir les règlements et contenus des qualifications fédérales et de délivrer les brevets correspondants,
7. d'établir les règlements et contenus des compétitions relevant de ses activités, d'autoriser les compétitions relevant de ses activités délégataires, de délivrer les titres correspondant à ces compétitions, d'établir les sélections nationales,
8. de veiller à la sauvegarde de l'intégrité et de la beauté de la nature en montagne ainsi qu'à la protection des lieux naturels de pratique, en liaison avec les populations et les professions concernées, les autres fédérations et les collectivités locales ; dans cet esprit et dans celui de l'Agenda 21 du comité national olympique et sportif français, la FFME intègre la notion de développement durable et de responsabilité sociale et sociétale dans ses politiques, ses règlements et les modes de gestion qui régissent son fonctionnement, l'accomplissement des activités sportives et la tenue des manifestations sportives qu'elle organise ou qui sont organisées sous son égide,
9. d'intervenir sur les projets d'équipement se situant sur les lieux de pratique dans le souci de rechercher la meilleure harmonisation des intérêts en cause,
10. de contribuer à la préservation des sites naturels d'escalade existants et de leur libre accès,
11. d'éditer des topos guides sur les sites et les espaces naturels,
12. de favoriser la connaissance des sciences se rapportant à la montagne dans leur objet ou leurs procédés de recherche,
13. de représenter l'ensemble des associations et des personnes qui lui sont affiliées auprès des pouvoirs publics et autres organismes de tutelle, ainsi qu'auprès des instances étrangères et internationales,
14. de défendre les intérêts collectifs des licenciés et des membres affiliés à la FFME. A ce titre, la Fédération pourra notamment exercer, conformément à l'article L. 131-10 du code du sport, les droits reconnus à la partie civile pour toutes les infractions pénales portant un préjudice direct ou indirect à ces intérêts collectifs. Elle pourra ainsi se constituer partie civile pour toute infraction contre les personnes ou les biens commise dans le cadre des activités mentionnées ci-dessus et susceptible de nuire à son objet social, à l'intérêt général qu'elle défend ou encore à son image. La FFME exercera une vigilance particulière à l'égard notamment des infractions susceptibles de nuire à la santé et à l'intégrité physique ou psychique de ses licenciés (dopage, violences, agressions sexuelles, etc...), à l'intégrité et au bon déroulement des compétitions et manifestations qu'elle organise ou autorise (paris sportifs, corruption, etc...), ainsi qu'au bon fonctionnement de ses organes déconcentrés ou de ses membres affiliés,
15. d'exploiter, directement ou en collaboration avec des partenaires, des établissements d'activités physiques et sportives notamment dédiés à la pratique de l'escalade dont elle est propriétaire, locataire ou détient des droits d'occupation ou de jouissance et au sein desquels peuvent, le cas échéant, être intégrés des espaces d'hébergement et/ou de bar, débit de boisson, buvette, restauration, snacking,
16. d'exercer l'activité de formation en apprentissage,
17. de recevoir toutes les attributions prévues par les lois relatives à son objet,
18. et plus généralement, de réaliser toutes opérations commerciales ou financières, mobilières ou immobilières, pouvant se rapporter, directement ou indirectement à l'objet ci-dessus ou en faciliter la réalisation ou l'extension.

Elle est membre du comité national olympique et sportif français (CNOSF), de l'international federation of sport climbing (IFSC) et de l'international ski mountaineering federation (ISMF).

8-10 quai de la Marne - 75019 PARIS

T. +33 (0)1 40 18 75 50

F. +33 (0)1 40 18 75 59

[www.ffme.fr](http://www.ffme.fr)

## ARTICLE 2 – DURÉE – SIÈGE

Sa durée est illimitée.

Elle a son siège à Paris. Il peut être transféré dans une autre commune par délibération de l'assemblée générale.

## ARTICLE 3 – MEMBRES

La fédération se compose d'associations sportives affiliées constituées dans les conditions prévues par les articles L. 121-1 et suivants du code du sport. Ces associations sont :

1. des associations dont les activités répondent aux objectifs de la fédération,
2. des associations atteignant les objectifs de la fédération par l'intermédiaire de sections spécialisées dans des conditions prévues au règlement intérieur.

Dans les statuts et les règlements de la fédération, ces associations sont dénommées « clubs ».

La fédération peut, dans les conditions prévues par les présents statuts et le règlement intérieur, affilier en qualité de membre des organismes à but lucratif dont l'objet est la pratique d'une ou plusieurs des disciplines sportives visées à l'article 1er et qu'elle autorise à délivrer des licences pour son compte. Dans les statuts et les règlements de la fédération, ces organismes à but lucratif sont dénommés « établissements ».

La fédération peut, dans les conditions prévues par les présents statuts et le règlement intérieur, affilier en qualité de membre des organismes qui, sans avoir pour objet la pratique d'une ou plusieurs des disciplines sportives visées à l'article 1er, contribuent au développement d'une ou plusieurs de celles-ci. Dans les statuts et les règlements de la fédération, ces organismes sont dénommés « membres associés ».

Elle peut comprendre également des membres donateurs et des membres d'honneur agréés comme tels par le conseil d'administration, de façon à reconnaître le travail et l'action de personnalités ou de personnes morales en faveur de la fédération.

## ARTICLE 4 – AFFILIATION

L'affiliation est formalisée par le contrat club pour les clubs ou la convention d'affiliation pour les établissements.

Les procédures d'affiliation sont décrites dans le règlement intérieur.

## ARTICLE 5 – REFUS D’AFFILIATION

Outre le non-respect des conditions et de la procédure d'affiliation qui figurent au règlement intérieur de la FFME, l'affiliation à la FFME en qualité de membre peut être refusée par le comité exécutif à un club, à un établissement ou à un candidat membre associé qui en fait la demande pour l'une des raisons suivantes :

- son organisation n'est pas compatible avec les présents statuts et les règlements de la FFME,
- s'agissant d'un club ayant pour objet la pratique d'au moins une des disciplines visées à l'article 1<sup>er</sup>, il ne satisfait pas aux conditions mentionnées aux articles R. 121-1 et suivants du code du sport et relatif à l'agrément des associations sportives,

- s'agissant d'un établissement, il n'a pas conclu avec la FFME une convention définissant ses droits et obligations,
- ou tout motif justifié par l'intérêt général qui s'attache à la promotion et au développement des disciplines visées à l'article 1<sup>er</sup>.

## ARTICLE 6 – COTISATION

Les membres de la FFME contribuent au fonctionnement de celle-ci par le paiement d'une cotisation dont le montant et les modalités de versement sont fixés par l'assemblée générale.

Le montant de la cotisation des membres de la fédération peut être différent selon les catégories visées à l'article 3 auxquelles ils appartiennent.

## ARTICLE 7 – PERTE DE LA QUALITÉ DE MEMBRE

La qualité de membre de la fédération se perd par la démission ou par la radiation. La radiation est prononcée si les obligations prévues au règlement intérieur ne sont pas respectées. Elle peut également être prononcée, dans les conditions prévues par le règlement disciplinaire, pour tout motif grave.

Elle se perd également, s'agissant des établissements et des membres associés, si la convention qui unit chacun d'eux à la FFME cesse de produire ses effets pour quelque cause que ce soit.

## ARTICLE 8 – MOYENS D'ACTION

En vue d'assurer la réalisation de son objet social, les moyens d'action de la fédération sont les suivants :

1. elle apporte aux clubs qui lui sont affiliés une aide morale, technique et éventuellement financière. Elle stimule et coordonne leurs activités par la mise en place d'organes ou d'organismes appropriés, tels que les ligues, les comités territoriaux et les commissions techniques ;
2. elle organise et coordonne des formations. Elle définit, réglemente les qualifications et brevets fédéraux nécessaires et assure la formation et le perfectionnement de ses cadres dans les disciplines visées à l'article 1<sup>er</sup> ;
3. elle autorise des compétitions dans les disciplines sportives pour lesquelles elle a reçu délégation du ministre chargé des sports ;
4. elle coordonne, favorise ou réalise elle-même, s'il y a lieu, l'organisation d'écoles de sport dans les disciplines visées à l'article 1<sup>er</sup>, en vue de promouvoir une pratique par le plus grand nombre ;
5. elle apporte son aide ou fait directement procéder à la réalisation d'installations et d'aménagements nécessaires à la pratique des disciplines visées à l'article 1<sup>er</sup>, notamment lieux d'hébergement, équipements des sites d'escalade et de canyonisme, structures artificielles d'escalade, sentiers, parcours et itinéraires balisés, aménagements divers, etc ;
6. elle peut créer des organismes ou des structures, notamment des filiales, dont elle contrôle le fonctionnement ;
7. elle intervient en donnant son avis sur la politique de l'aménagement de la montagne et des zones relevant de ses activités ; elle soutient, au niveau de la conception et de la réalisation, les constructions et aménagements justifiés par des besoins sportifs réels, pour autant qu'ils soient compatibles avec la sauvegarde et la protection de l'intégrité du milieu naturel ;
8. elle participe à la mise en place, aux jurys d'examens et au contrôle des diplômes délivrés par l'État ou tout organisme de formation qui la concernent ;

9. elle aide et favorise les entreprises de haut niveau et de haute performance, notamment les expéditions, les explorations, les recherches scientifiques et médicales, en leur apportant des moyens techniques, documentaires et financiers ;
10. elle archive les documents concernant l'histoire de la fédération ;
11. elle participe à la sécurité de l'ensemble de ses activités en recherchant et promouvant les moyens à mettre en œuvre pour prévenir les accidents, réduire leur fréquence et leur gravité et favoriser l'organisation des secours ;
12. elle est représentative des intérêts des clubs dans la recherche des objectifs visés à l'article 1er, tant auprès des pouvoirs publics que des instances nationales ou internationales, et, d'une manière générale, partout où il est nécessaire d'assurer sa présence ;
13. elle étudie toutes mesures susceptibles de protéger la beauté et le caractère naturel de la montagne et plus généralement des zones où peuvent s'exercer ses activités ; elle agit auprès des pouvoirs publics pour la réalisation de ces mesures ; elle assure éventuellement elle-même toute action appropriée ;
14. elle publie des documents techniques, gère un site internet, donne son patronage à des livres, sites ou blogs internet. Elle organise, patronne et assure la promotion des réunions, conférences, congrès, expositions, films, émissions, relatifs aux activités de la fédération ;
15. elle dispose comme moyens financiers, outre des cotisations de ses membres, de toutes aides et subventions de l'Etat, des collectivités publiques et des organismes semi-publics ou privés, que les textes en vigueur lui permettent de recevoir, de tout remboursement pour services rendus, ainsi que des produits de ses activités fédérales ;
16. elle peut conclure avec toute institution, et notamment d'autres fédérations sportives, des conventions définissant la nature de leurs relations et leurs droits et obligations respectifs.

Les fonctions de cadres administratifs ou techniques peuvent être confiées à des agents de l'Etat placés par celui-ci auprès de la fédération.

## ARTICLE 9 – ORGANES DÉCONCENTRÉS

I. Afin d'assurer ses moyens d'action sur l'ensemble du territoire national, la fédération peut, par décision de son assemblée générale, constituer, modifier et supprimer des organes territoriaux déconcentrés à deux niveaux, régional et territorial, chargés d'appliquer la politique fédérale telle que décidée par l'assemblée générale de la fédération et mise en œuvre par le conseil d'administration, et auxquels elle peut confier l'exécution d'une partie de ses missions.

La nature et le fonctionnement de ces deux types d'organes se caractérisent par leur complémentarité:

- a) Un organe régional, chargé de définir une stratégie territoriale de développement des activités fédérales, d'assurer le respect des conventions de coopération, de coordonner les organes de proximité dans leurs plans d'action, de mutualiser et d'optimiser ses ressources humaines, administratives et financières conformément aux modalités définies par le règlement intérieur, dénommé « ligue ».
- b) Un organe de proximité chargé des clubs (aide, suivi et conseil), dans leur développement, leur fonctionnement et leurs demandes, d'assurer le respect de la convention de coopération ainsi que l'organisation des activités sur leur territoire, dénommé « comité territorial ».

Les ligues et les comités territoriaux, constitués sous la forme d'associations (associations-support) relevant de la loi du 1er juillet 1901, ou de la loi locale s'ils ont leur siège dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin ou de la Moselle, représentent la FFME dans leurs ressorts territoriaux respectifs.

II. Toute création ou suppression d'une ligue ou d'un comité territorial ou toute modification du ressort territorial d'une ligue ou d'un comité territorial requiert au préalable l'avis du conseil des présidents de ligues. En cas de suppression d'une ligue ou d'un comité territorial, la disparition de l'objet social de celui-ci entraîne l'obligation de dissolution de l'association-support.



Il ne peut y avoir de comité territorial sur un territoire dont la somme des licenciés est inférieure à 100.

Le ressort territorial des ligues et des comités territoriaux ne peut être autre que celui des services déconcentrés de l'État compétents en matière de sports que sous réserve de justifications et en l'absence d'opposition motivée du ministre chargé des sports.

Les organes régionaux, territoriaux ou locaux constitués par la FFME dans les régions et collectivités d'outre-mer et en Nouvelle-Calédonie peuvent en outre, le cas échéant, conduire des actions de coopération avec les organisations sportives des Etats de la zone géographique dans laquelle ils sont situés et, avec l'accord de la FFME, organiser des compétitions ou manifestations sportives internationales à caractère régional ou constituer des équipes en vue de participer à de telles compétitions ou manifestations.

III. Les statuts des ligues et des comités territoriaux, compatibles avec ceux de la FFME, doivent être conformes à des prescriptions obligatoires. Le règlement intérieur fédéral précise la forme de ces prescriptions statutaires obligatoires ainsi que les modalités de contrôle de leur respect. Leurs instances dirigeantes sont élues selon le mode de scrutin prévu par les statuts-type.

Leurs compétences sont précisées par le règlement intérieur fédéral, leurs statuts-type et les conventions de coopération territoriale.

Les dirigeants des ligues et des comités territoriaux ont un devoir de solidarité mutuelle dans leur fonctionnement et dans le respect des orientations définies chaque année par l'assemblée générale fédérale. Ils doivent manifester un souci d'efficience dans l'application des décisions fédérales.

Les ligues et les comités territoriaux sont des organes permanents de concertation entre les membres qui les composent, à savoir les membres affiliés à la FFME.

Seuls les organes déconcentrés de la fédération, reconnus comme tels en application du présent article, peuvent utiliser les appellations « Ligue de la FFME », « Comité territorial de la FFME » ou toute autre appellation de nature à induire, dans l'esprit du public, la qualité d'organe déconcentré de la fédération.

IV. En raison de la nature déconcentrée des ligues et des comités territoriaux et conformément à l'article L. 131-11 du code du sport, la fédération contrôle l'exécution de leurs missions et a notamment accès aux documents relatifs à leur gestion et à leur comptabilité.

En cas :

- de défaillance d'une ligue ou d'un comité territorial mettant en péril l'exercice des missions qui lui ont été confiées par la FFME,
- ou s'il est constaté une impossibilité de fonctionnement persistante ou une action gravement dommageable aux intérêts de la fédération ou un manquement grave aux règles financières ou juridiques,
- ou encore de méconnaissance :
  - par une ligue ou un comité territorial de ses propres statuts ou des statuts, règlements et décisions de la fédération,
  - par une ligue de la convention de coopération territoriale conclue avec la FFME,
- ou plus généralement au titre de l'intérêt général dont la FFME a la charge,

le comité exécutif peut prendre toute mesure utile, et notamment :

- la convocation d'une assemblée générale de la ligue ou du comité territorial concerné,
- la suspension ou l'annulation de toute décision prise par la ligue ou le comité territorial concerné,
- la suspension pour une durée déterminée de ses activités,

8-10 quai de la Marne - 75019 PARIS

T. +33 (0)1 40 18 75 50

F. +33 (0)1 40 18 75 59

[www.ffme.fr](http://www.ffme.fr)

- la suspension de tout ou partie des actions et aides fédérales, notamment financières, en sa faveur,
- ou sa mise sous tutelle, notamment financière.

Toute décision prise en application du IV. du présent article nécessite une résolution motivée votée à la majorité absolue des membres du comité exécutif. Si elle concerne un comité territorial, l'avis préalable de la ligue territorialement concernée sera, sauf impossibilité manifeste, préalablement requis. Les décisions prises en application du IV. du présent article sont transmises pour information au conseil d'administration qui peut les réformer. Elles sont mises en œuvre par le bureau fédéral.

## TITRE II – LA LICENCE

### ARTICLE 10 – DÉLIVRANCE DE LA LICENCE

La licence prévue à l'article L. 131-6 du code du sport est délivrée par la FFME ou pour son compte dans les conditions prévues au règlement intérieur.

Tous les membres adhérents d'un club affilié à la FFME (ou à une section de club multisports affiliée à la FFME organisant la pratique d'au moins une des disciplines visées à l'article 1<sup>er</sup>), sont tenus d'être titulaires d'une licence de la FFME. En cas de non-respect de cette obligation, les clubs concernés et leurs dirigeants peuvent faire l'objet de sanctions dans les conditions prévues par le règlement disciplinaire.

Elle est délivrée aux personnes qui en font la demande aux conditions générales suivantes, détaillées dans le règlement intérieur et les règlements sportifs et techniques.

Les licenciés :

- s'engagent à respecter l'ensemble des règles et règlements, notamment fédéraux, relatifs à la pratique sportive ainsi qu'à la protection de la santé publique ;
- s'engagent, s'ils y sont assujettis, à respecter les dispositions législatives et réglementaires en matière d'honorabilité telles que précisées par le règlement intérieur et à se soumettre à toute procédure de contrôle, a priori comme a posteriori ;
- répondent aux critères liés, notamment à l'âge, à la nature de la discipline pratiquée, à la durée de la saison sportive, à la participation à des compétitions.

La prise de licence matérialise le lien juridique entre son titulaire et la FFME et marque le respect volontaire par son titulaire des statuts et règlements de celle-ci. Elle emporte adhésion de l'intéressé aux statuts, règlements, à la « charte d'éthique et de déontologie » de la fédération et soumission à son pouvoir disciplinaire.

Dans les conditions prévues par les présents statuts et par les règlements fédéraux, la licence :

- confère à son titulaire le droit de participer aux activités de la FFME ;
- permet à son titulaire, sous réserve des prescriptions particulières prévues à l'article 20 des statuts et au règlement intérieur, d'être candidat à l'élection aux organes dirigeants de la FFME et de ses organes déconcentrés.

La licence est annuelle et délivrée pour la durée de la saison sportive, du 1<sup>er</sup> septembre au 31 août.

## ARTICLE 11 – REFUS DE DÉLIVRANCE DE LICENCE

La délivrance d'une licence ne peut être refusée que par décision motivée de la fédération, notamment si l'intéressé ne répond pas aux conditions d'honorabilité visées à l'article 10.

## ARTICLE 12 – RETRAIT DE LA LICENCE

La licence ne peut être retirée à son titulaire que pour motif disciplinaire, dans les conditions prévues par le règlement disciplinaire.

## ARTICLE 13 – LICENCES TEMPORAIRES

Les activités définies par le conseil d'administration sont ouvertes aux personnes qui ne sont pas titulaires de la licence annuelle. Elles se voient alors délivrer une licence temporaire.

La délivrance d'une licence temporaire peut donner lieu à la perception d'un droit fixé par l'assemblée générale. Elle peut en outre être subordonnée au respect par les intéressés de conditions destinées à garantir leur sécurité et celle des tiers.

## ARTICLE 14 – DÉLIVRANCE DES TITRES SPORTIFS

Les titres sportifs pour lesquels la fédération reçoit délégation du ministre chargé des sports sont attribués par :

- le comité territorial pour le titre de champion départemental,
- la ligue pour le titre de champion régional,
- le département de la FFME compétent pour le titre de champion de France.

## TITRE III – L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

### ARTICLE 15 – ATTRIBUTIONS

L'assemblée générale définit, oriente et contrôle la politique générale de la fédération. Elle entend chaque année les rapports sur la gestion du conseil d'administration et sur la situation morale et financière de la fédération. Elle approuve les comptes de l'exercice clos et vote le budget. Sur proposition du conseil d'administration, elle fixe les cotisations dues par les membres affiliés, ainsi que le prix des licences.

Elle modifie sur proposition du conseil d'administration, le règlement intérieur et le règlement financier.

L'assemblée générale est seule compétente pour se prononcer sur les acquisitions, les échanges et les aliénations de biens immobiliers, sur la constitution d'hypothèques et sur les baux de plus de neuf ans. Elle décide seule des emprunts excédant les opérations de gestion courante.

Les procès-verbaux de l'assemblée générale et les rapports financiers et de gestion sont communiqués chaque année aux membres de la fédération ainsi qu'au ministre chargé des sports.

Une assemblée générale est dite :

- « extraordinaire » lorsqu'elle a pour ordre du jour la modification des statuts de la FFME ou sa dissolution ;

- « élective » lorsqu'elle a pour ordre du jour l'élection de tout ou partie des instances dirigeantes de la FFME ;
- « ordinaire » dans les autres cas.

Des assemblées générales de différents types peuvent se tenir le même jour à condition qu'elles respectent chacune les règles d'organisation qui leur sont propres, notamment s'agissant du quorum.

## ARTICLE 16 – COMPOSITION

L'assemblée générale se compose de membres ayant voix délibérative issus des catégories suivantes :

- représentants des clubs, visés au B),
- représentants des établissements, visés au C),
- représentants membres associés, visés au D).

Elle comprend également des membres avec voix consultative, visés au E).

### A) PRINCIPES GÉNÉRAUX

Tout représentant avec voix délibérative doit, au jour de sa désignation (pour ceux qui sont élus) et au jour de l'assemblée générale de la FFME à laquelle il participe :

- être majeur ;
- jouir de ses droits civiques et politiques ou, s'il est de nationalité étrangère, ne pas avoir été condamné à une peine qui, lorsqu'elle est prononcée contre un citoyen français, fait obstacle à son inscription sur les listes électorales ;
- ne pas avoir fait l'objet d'une sanction d'inéligibilité à temps prononcée par les organes disciplinaires de la fédération ;
- et être titulaire d'une licence annuelle FFME en cours de validité délivrée par l'intermédiaire et au titre d'un club ou d'un établissement (seuls les représentants des membres associés peuvent, le cas échéant, être titulaires d'une licence individuelle). Cette licence doit correspondre :
  - à la catégorie (club ou établissement) considérée ;
  - et au territoire considéré sous réserve des dispositions propres aux collectivités d'outre-mer prévues par le règlement intérieur.

Toute personne répondant aux conditions susvisées peut être élue représentant.

Sans préjudice des cas où les procurations sont autorisées, nul ne peut être, au cours de la même assemblée générale, représentant à plusieurs titres.

Les représentants élus le sont pour une saison et participent à ce titre à l'ensemble des assemblées générales, ordinaires ou extraordinaires, se déroulant lors de la saison considérée.

Les représentants des clubs, ceux des établissements ainsi que, en tant que de besoin, ceux des membres associés, sont élus de façon séparée, par des corps électoraux différents.

### B) REPRÉSENTANTS DES CLUBS

Les représentants des clubs sont élus par les assemblées générales des comités territoriaux, dans les conditions suivantes.

Les clubs élisent de 1 à 3 représentants selon le nombre de licenciés dans les clubs du ressort géographique du comité territorial servant de cadre à leur élection :

- jusqu'à 999 licences : 1 représentant ;
- de 1 000 à 1 999 licences : 2 représentants ;

- 2 000 licences et au-delà : 3 représentants.

Pour la détermination du nombre de licenciés, seules sont prises en compte les licences délivrées au titre, selon les cas, d'un club ou d'un établissement, ayant son siège social dans le ressort géographique du comité territorial considéré, au 31 août de la saison précédente. Les licences délivrées à titre individuel et les licences temporaires visées à l'article 13 ne sont pas prises en compte.

Les représentants sont élus au scrutin majoritaire à un tour, plurinominal ou uninominal selon le nombre de représentants à élire. Seuls les clubs affiliés au 31 août de la saison précédente et réaffiliés participent à la désignation du ou des représentants des clubs.

En l'absence de comité territorial sur un ou plusieurs territoires situés dans le ressort d'une même ligue (ou en cas de région monodépartementale comme en outre-mer), les clubs, dont le siège social est situé sur ledit ou lesdits territoires, élisent à l'occasion de l'assemblée générale de la ligue, dont ils sont membres, leurs représentants selon le même barème et les mêmes modalités que supra.

En l'absence de ligue et de comité territorial sur un territoire :

- s'il n'y a qu'un seul club dont le siège social est situé sur le territoire en cause, le représentant légal de celui-ci, ou une personne licenciée au titre de ce club qu'il mandate à cet effet, est de droit le représentant de ce club à l'assemblée générale de la FFME ;
- s'il y a plusieurs clubs dont le siège social est situé sur le territoire en cause, ceux-ci s'organisent pour désigner d'un commun accord leur représentant commun et unique à l'assemblée générale de la FFME. À défaut d'accord, ces clubs ne sont pas représentés à l'assemblée générale de la FFME.

### C) REPRÉSENTANTS DES ÉTABLISSEMENTS

Chaque assemblée générale de comité territorial élit, pour la catégorie des établissements, un représentant. Celui-ci doit être un licencié d'un établissement affilié situé sur le territoire du comité.

Ils sont élus au scrutin majoritaire à un tour. Seuls les établissements affiliés au 31 août de la saison précédente et réaffiliés participent à la désignation du représentant des établissements.

En l'absence de comité territorial sur un ou plusieurs territoires situés dans le ressort d'une même ligue (ou en cas de région monodépartementale comme en outre-mer), les établissements, dont le siège social est situé sur ledit ou lesdits territoires, élisent à l'occasion de l'assemblée générale de la ligue, dont ils sont membres, leur représentant à l'assemblée générale de la fédération.

En l'absence de ligue et de comité territorial sur un territoire :

- s'il n'y a qu'un seul établissement dont le siège social est situé sur le territoire en cause, le représentant légal de celui-ci, ou une personne licenciée au titre de cet établissement qu'il mandate à cet effet, est de droit le représentant de cet établissement à l'assemblée générale de la FFME ;
- s'il y a plusieurs établissements dont le siège social est situé sur le territoire en cause, ceux-ci s'organisent pour désigner d'un commun accord leur représentant commun et unique à l'assemblée générale de la FFME. À défaut d'accord, ces établissements ne sont pas représentés à l'assemblée générale de la FFME.

Dans les comités territoriaux qui ne comportent qu'un seul établissement affilié au 31 août de la saison précédente et réaffiliés, le représentant légal de celui-ci, ou une personne licenciée au titre de cet établissement qu'il mandate à cet effet, est de droit le représentant de cet établissement à l'assemblée générale de la FFME.

## D) REPRÉSENTANTS DES MEMBRES ASSOCIÉS

Les représentants des membres associés sont directement désignés par ceux-ci. Si le nombre de membres associés est supérieur à 10, le bureau fédéral prend toute mesure utile pour organiser leur représentation indirecte à l'assemblée générale, en attendant la modification sur ce point des statuts et du règlement intérieur qui devra intervenir dans les meilleurs délais.

## E) MEMBRES AVEC VOIX CONSULTATIVE

Assistent à l'assemblée générale avec voix consultative :

- deux représentants de chaque ligue. Il s'agit du président de la ligue et d'un second représentant désigné par le comité directeur de chaque ligue. Si le président de la ligue siège à l'assemblée générale à un autre titre, la ligue concernée ne désigne qu'un seul représentant,
- les membres du conseil d'administration s'ils ne siègent pas à l'assemblée générale à un autre titre,
- les membres donateurs, les membres d'honneur, le directeur technique national, le directeur général et le directeur administratif et financier.

## ARTICLE 17 – POUVOIRS VOTATIFS

### A) PRINCIPES GÉNÉRAUX

Les représentants des clubs et des établissements disposent d'un nombre de voix déterminé en fonction du nombre de licences qu'ils représentent, dans leurs catégories respectives, selon les modalités prévues au B) et au C) ci-dessous.

Pour la détermination du nombre de licenciés, seules sont prises en compte les licences délivrées au titre, selon les cas, d'un club ou d'un établissement, ayant son siège social dans le comité territorial considéré, au 31 août de la saison précédente. Les licences délivrées à titre individuel et les licences temporaires visées à l'article 13 ne sont pas prises en compte.

Les votes de l'assemblée générale portant sur des personnes ont lieu à bulletin secret.

Le vote n'est pas divisible. Chaque votant est tenu d'affecter l'ensemble des voix dont il dispose à titre personnel de façon uniforme. Les modalités techniques retenues pour l'organisation des scrutins tiennent compte de cette règle à laquelle il ne peut être dérogé que de façon exceptionnelle, en cas d'impossibilité technique de la combiner avec le caractère secret du scrutin imposé pour certains scrutins.

### B) REPRÉSENTANTS DES CLUBS

Les représentants issus d'un même comité territorial disposent d'un total de voix égal au nombre de licences délivrées, au 31 août de la saison précédente, au titre des clubs dans le ressort géographique du comité territorial considéré.

Pour les comités territoriaux disposant de plusieurs représentants, les voix sont réparties à parts égales entre ceux-ci, le reliquat éventuel est attribué au représentant le plus jeune.

Dans le cas où un territoire dispose de plusieurs représentants à l'assemblée générale, si l'un des représentants est absent les voix qu'il portait ne sont pas réparties sur les présents.

### C) REPRÉSENTANTS DES ÉTABLISSEMENTS

Le représentant issu de chaque comité territorial dispose d'un total de voix égal au nombre de licences délivrées, au 31 août de la saison précédente, au titre des établissements dans le comité territorial considéré.

## D) LES REPRÉSENTANTS DES MEMBRES ASSOCIÉS

Les représentants des membres associés disposent chacun d'une voix à l'assemblée générale. En cas de représentation indirecte, chaque représentant dispose d'un nombre de voix égal au nombre de membres associés représentés.

## ARTICLE 18 – CONVOCATION – RÉUNION

Les personnes composant l'assemblée générale sont convoquées par le président de la fédération au moins 3 semaines à l'avance.

Le délai de convocation peut être réduit en cas d'urgence, due à une cause extérieure à la FFME, dûment constatée par le président de la fédération. Au sens du présent alinéa, il y a notamment urgence lorsque la tenue immédiate d'une assemblée générale est rendue indispensable pour se conformer à des prescriptions législatives ou réglementaires ou, plus généralement, lorsque le fonctionnement de la fédération risquerait d'être paralysé en cas de respect du délai normal de convocation.

Elle se réunit au moins une fois par an, à la date fixée par le conseil d'administration et chaque fois que sa convocation est demandée par le conseil d'administration ou par le tiers des membres de l'assemblée représentant le tiers des voix.

L'ordre du jour est fixé par le conseil d'administration.

L'assemblée générale peut valablement délibérer si les représentants présents portent au moins le tiers des voix.

Si le quorum n'est pas atteint, l'assemblée est à nouveau convoquée à une date ultérieure sur le même ordre du jour. Elle statue alors sans condition de quorum.

## TITRE IV – LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

### ARTICLE 19 – ATTRIBUTIONS

I. La fédération est administrée par un conseil d'administration de 28 membres qui exerce l'ensemble des attributions que les présents statuts n'attribuent pas à un autre organe de la fédération.

Le conseil d'administration, organe de droit commun, suit l'exécution du budget. Il adopte les règlements sportifs et médicaux, le règlement disciplinaire, la charte d'éthique et de déontologie ainsi que, plus généralement, tous les règlements ne ressortissant pas de la compétence de l'assemblée générale.

Pour chacune des disciplines dont la fédération assure la promotion et le développement, le conseil d'administration arrête un règlement relatif à la sécurité et un règlement relatif à l'encadrement.

II. En cas de force majeure ou de circonstances exceptionnelles, le conseil d'administration, ou le comité exécutif en cas de circonstances rendant impossible toute délibération à distance du conseil d'administration, prend toute mesure utile, si nécessaire dérogatoire aux textes fédéraux, conforme à l'intérêt général de la FFME et de ses disciplines, à la continuité des missions dont elle est investie et à l'équité des compétitions dont elle a la charge.

Les mesures visées à l'alinéa précédent peuvent impliquer l'usage de compétences en principe dévolues à l'assemblée générale si la réunion de celle-ci, y compris à distance, s'avère matériellement impossible au regard de l'objectif poursuivi. En pareil cas, les mesures prises sont immédiatement portées à la connaissance des membres de l'assemblée générale et précisent la raison de force majeure

ou les circonstances exceptionnelles à l'origine de l'intervention du conseil d'administration ou du comité exécutif. Toutefois, à la demande de membres de l'assemblée générale représentant au moins le quart des voix, une assemblée générale sera convoquée sans délai pour délibérer sur ces mesures, si nécessaire par des moyens de délibération à distance en cas d'impossibilité de réunir physiquement les membres de celle-ci.

Dans l'hypothèse où le comité exécutif est intervenu en application du premier alinéa du II. ci-dessus, les mesures prises sont immédiatement portées à la connaissance des membres du conseil d'administration et précisent la raison de force majeure ou les circonstances exceptionnelles à leur origine ainsi que le motif de l'intervention du comité exécutif. Le cas échéant, le deuxième alinéa s'applique également.

III. Le conseil d'administration, ou le bureau fédéral en cas d'urgence, a compétence pour trancher en tant que de besoin les cas non prévus par les textes fédéraux ou les conflits entre ceux-ci, les statuts ayant prééminence.

## ARTICLE 20 – COMPOSITION – ÉLECTION

Les membres du conseil d'administration sont élus, pour une durée de quatre ans<sup>1</sup>, au scrutin secret, par l'assemblée générale. Ils sont rééligibles.

I. Leur mandat expire au plus tard le 31 décembre de l'année durant laquelle se tiennent les Jeux olympiques d'été. Les postes vacants au conseil d'administration avant l'expiration de ce mandat, pour quelque cause que ce soit, sont pourvus selon les modalités prévues à l'article 21.

Ne peuvent être candidates et élues au conseil d'administration :

1. les personnes mineures ;
2. les personnes de nationalité française condamnées à une peine qui fait obstacle à leur inscription sur les listes électorales ;
3. les personnes de nationalité étrangère condamnées à une peine qui, lorsqu'elle est prononcée contre un citoyen français, fait obstacle à son inscription sur les listes électorales ;
4. les personnes ayant déjà fait l'objet d'une condamnation pénale, en France ou à l'étranger, à raison de faits constituant un manquement à l'honneur, à la probité ou aux bonnes mœurs ;
5. les personnes à l'encontre desquelles a été prononcée une sanction d'inéligibilité à temps par les organes disciplinaires de la fédération.

Le règlement intérieur précise, en tant que de besoin, les conditions à remplir pour être candidat.

II. Les élections se déroulent dans 4 catégories distinctes :

1. la catégorie des représentants des clubs. 20 postes (10 hommes et 10 femmes) sont à pourvoir, par élection au scrutin de liste proportionnel à un tour. Seuls les représentants des clubs participent à l'élection dans le cadre de cette catégorie. Le règlement intérieur fixe les conditions de constitution des listes ;
2. la catégorie des représentants des présidents de ligues. 6 postes (3 hommes et 3 femmes) sont à pourvoir par élection, au scrutin plurinominal majoritaire à deux tours. Seuls les représentants des clubs participent à l'élection dans le cadre de cette catégorie. Le règlement intérieur fixe les conditions de candidatures. A défaut de candidats de l'un ou l'autre des sexes en nombre suffisant pour pourvoir à l'ensemble des postes, les postes considérés sont déclarés vacants jusqu'à la prochaine assemblée générale ;

<sup>1</sup> Par exception le mandat du Conseil d'administration élu le 3 avril 2021 expirera au plus tard le 31 décembre 2024.



3. la catégorie des représentants des établissements. 1 poste est à pourvoir, par élection au scrutin uninominal majoritaire à deux tours. Seuls les représentants des établissements participent à l'élection dans le cadre de cette catégorie ;
4. la catégorie des représentants des membres associés. 1 poste est à pourvoir, par élection au scrutin uninominal majoritaire à deux tours. Seuls les représentants des membres associés participent à l'élection dans le cadre de cette catégorie.

Le dépôt d'une candidature n'est recevable que s'il est accompagné de la présentation d'une profession de foi expliquant les motivations de la candidature de l'ensemble de la liste s'agissant de la catégorie des représentants des clubs, ou de l'intéressé s'agissant de la catégorie des représentants des présidents de ligue, des établissements ou de celle des représentants des membres associés.

III. Les modes de scrutin sont, pour chaque catégorie, précisés par le règlement intérieur. Ils doivent permettre la pluralité des candidatures et respecter l'équité entre les candidats.

En application de l'article L. 131-8 du code du sport, la représentation des femmes et des hommes au conseil d'administration est paritaire dans la catégorie des représentants des clubs et dans celle des représentants des présidents de ligues.

Dans l'hypothèse où, en application de l'article L. 131-8 du code du sport, l'évolution de la proportion entre les femmes et les hommes au sein de la population licenciée impliquerait une autre répartition des sièges entre les femmes et les hommes, les présents statuts seraient en conséquence modifiés sans délais.

Dans la catégorie des représentants des clubs, le mode de scrutin assure la représentation des catégories suivantes :

- un médecin titulaire de l'un des diplômes suivants :
  - DESC médecine du sport ;
  - Capacité en médecine et biologie du sport ;
  - CES de biologie et médecine du sport ;
  - Médecine de montagne ;
- un sportif de haut niveau, inscrit sur la liste des sportifs de haut niveau au jour de la date de dépôt des candidatures ou y ayant été inscrit depuis moins de 5 ans au jour de l'élection ;
- un jeune âgé d'au moins 18 ans et de moins de 21 ans au jour de l'élection.

## ARTICLE 21 – POSTE VACANT AU SEIN DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

I. En cas de vacance d'un poste de membre au conseil d'administration pour quelque cause que ce soit dans la catégorie des représentants des clubs, le poste est attribué, pour la durée du mandat restant à courir, par décision du plus prochain conseil d'administration, au candidat du même sexe suivant le dernier élu de la liste à laquelle appartenait le membre dont le siège est devenu vacant.

Si ce candidat refuse ou ne remplit plus, au jour de la décision d'attribution, les conditions d'éligibilité prévues à l'article 20, le poste est attribué au candidat suivant de cette liste et ainsi de suite jusqu'au dernier. A défaut, il est procédé, dans les conditions prévues par le règlement intérieur, lors de l'assemblée générale la plus proche, à une nouvelle élection au scrutin uninominal ou plurinominal majoritaire à deux tours, selon le nombre de postes vacants à pourvoir. Cette élection doit permettre de respecter la parité hommes/femmes telle que définie au III. de l'article 20. A défaut de candidats ou de candidates en nombre suffisant, le ou les postes concernés sont déclarés vacants jusqu'à l'assemblée générale suivante.

II. En cas de vacance d'un poste de membre au conseil d'administration pour quelque cause que ce soit dans la catégorie des représentants des présidents de ligues, du représentant des établissements affiliés ou du représentant des membres associés, il est procédé, dans les conditions prévues par le

règlement intérieur, lors de l'assemblée générale la plus proche, à une nouvelle élection au scrutin uninominal ou plurinominal majoritaire à deux tours, selon le nombre de postes vacants à pourvoir, le cas échéant selon plusieurs scrutins distincts s'il y a plusieurs postes à pourvoir relevant de catégories distinctes. Cette élection doit permettre de respecter la parité hommes/femmes telle que définie au III. de l'article 20. A défaut de candidats ou de candidates en nombre suffisant, le ou les postes concernés sont déclarés vacants jusqu'à l'assemblée générale suivante.

## ARTICLE 22 – RÉUNIONS

Le conseil d'administration se réunit au moins trois fois par an. Il est convoqué par le président de la fédération ; la convocation est obligatoire lorsqu'elle est demandée par le quart de ses membres.

Le conseil d'administration ne délibère valablement que si le tiers au moins de ses membres est présent.

Le directeur technique national et le directeur général assistant, avec voix consultative, aux séances du conseil d'administration. Le président peut inviter toute personne dont la présence est utile aux débats.

Les procès-verbaux sont signés par le président et le secrétaire général.

## ARTICLE 23 – RÉVOCATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

L'assemblée générale peut mettre fin au mandat du conseil d'administration avant son terme normal par un vote intervenant dans les conditions ci-après :

1. l'assemblée générale doit avoir été convoquée à cet effet à la demande du tiers de ses membres représentant le tiers des voix ;
2. les deux tiers des membres de l'assemblée générale doivent être présents ou représentés ;
3. la révocation du conseil d'administration doit être décidée à la majorité absolue des suffrages exprimés.

En cas de révocation du conseil d'administration, l'assemblée générale élit immédiatement, en son sein, parmi les représentants des clubs, trois personnes chargées d'expédier les affaires courantes et d'organiser de nouvelles élections dans un délai compris entre trois et cinq semaines. Parmi ces trois personnes, l'une d'elle est chargée d'assumer par intérim les fonctions de président de la fédération.

## ARTICLE 24 – RÉMUNERATION DES DIRIGEANTS – REMBOURSEMENTS DE FRAIS – TRANSPARENCE

Dans les conditions de l'article 261-7-1°-d du code général des impôts, les dirigeants peuvent percevoir une rémunération à raison de leurs fonctions.

Sur proposition du bureau fédéral, le conseil d'administration décide du principe de cette rémunération, de son montant et de ses bénéficiaires.

Le barème du remboursement des frais qui sont engagés par toute personne pour l'accomplissement d'une mission fédérale est fixé par le règlement financier.

Tout contrat ou convention passé entre la fédération, d'une part, et un membre du conseil d'administration, son conjoint ou un proche, d'autre part, est soumis pour autorisation au conseil d'administration.

Les dispositions de l'article L. 612-5 du code de commerce sont applicables à la FFME. Pour l'application des dispositions dudit article, le président de la FFME avise le commissaire aux comptes

de la FFME des contrats et conventions visés audit article dans le délai d'un mois à compter du jour où il en a connaissance.

Le règlement financier de la fédération précise notamment les conditions d'application du présent article.

## TITRE V – LE PRÉSIDENT, LE BUREAU FÉDÉRAL ET LE COMITÉ EXÉCUTIF

### ARTICLE 25 – PRÉSIDENT – ATTRIBUTIONS

Le président de la FFME est le candidat positionné en tête sur la liste ayant obtenu le plus grand nombre de suffrages lors de l'élection du conseil d'administration par l'assemblée générale.

Le président de la fédération préside les assemblées générales, le conseil d'administration, le bureau fédéral et le comité exécutif. Il ordonnance les dépenses. Il représente la fédération dans tous les actes de la vie civile et devant les tribunaux.

Sauf urgence, il ne peut introduire une action en justice qu'après autorisation du bureau fédéral.

Le président peut déléguer certaines de ses attributions dans les conditions fixées par le règlement intérieur. Toutefois, la représentation de la fédération en justice ne peut être assurée, à défaut du président, que par un mandataire agissant en vertu d'un pouvoir spécial.

### ARTICLE 26 – BUREAU FÉDÉRAL – COMPOSITION – COMPÉTENCES – FONCTIONNEMENT

Le bureau fédéral est composé du président, du secrétaire général et du trésorier. Assistent aux réunions du bureau fédéral, avec voix consultative, le directeur général et le directeur technique national.

Le secrétaire général et le trésorier sont élus à ces fonctions au titre de leur candidature mentionnée comme telle sur la liste ayant obtenu le plus grand nombre de suffrages lors de l'élection du conseil d'administration par l'assemblée générale.

En cas de vacance d'un des postes au sein du bureau fédéral autre que celui de président, le conseil d'administration procède à l'élection d'un remplaçant, sur proposition du président, dès sa première réunion suivant la vacance.

Le bureau fédéral assure la mise en œuvre de la politique fédérale, prend toute mesure d'administration générale ou d'urgence et rend compte au conseil d'administration dont il prépare les réunions et fixe l'ordre du jour sur proposition du président.

Le bureau fédéral se réunit, sans condition de quorum, chaque fois qu'il est convoqué par le président qui peut inviter toute personne dont la présence est utile aux débats. Les séances du bureau fédéral sont dirigées par le président ou, en son absence, par un membre du bureau fédéral qu'il désigne.

Ses décisions sont transmises au conseil d'administration qui peut les réformer.

## ARTICLE 27 – COMITÉ EXÉCUTIF – COMPOSITION – COMPÉTENCES – FONCTIONNEMENT

Le comité exécutif se compose :

- des membres du bureau fédéral ;
- de 3 à 5 membres, vice-présidents, désignés par le conseil d'administration sur proposition du président ;
- de salariés de la FFME et de personnels placés auprès d'elle par l'État choisis par le bureau fédéral en raison de leurs responsabilités au sein de la FFME. Ils siègent avec voix consultative.

Il est réservé aux femmes et aux hommes au moins 40 % des postes de membres élus (bureau fédéral + vice-présidents) au sein du comité exécutif.

Ses missions sont prévues par les présents statuts, le règlement intérieur et les règlements fédéraux.

Le comité exécutif se réunit, sans condition de quorum, chaque fois qu'il est convoqué par le président qui peut inviter toute personne dont la présence est utile aux débats.

Son ordre du jour est fixé par le bureau fédéral sur proposition du président.

Les séances du comité exécutif sont dirigées par le président ou, en son absence, par un membre du bureau fédéral qu'il désigne.

Ses décisions sont transmises au conseil d'administration qui peut les réformer.

## ARTICLE 28 – FIN DU MANDAT DU PRÉSIDENT, DU BUREAU FÉDÉRAL ET DU COMITÉ EXÉCUTIF

Le mandat du président, du bureau fédéral et du comité exécutif prend fin avec celui du conseil d'administration.

Tout membre du comité exécutif absent à trois séances consécutives, de façon non justifiée, est considéré comme démissionnaire, sauf vote contraire du comité exécutif.

## ARTICLE 29 – INCOMPATIBILITÉS AVEC LE MANDAT DE PRÉSIDENT

Sont incompatibles avec le mandat de président de la fédération les fonctions de chef d'entreprise, de président de conseil d'administration, de président et de membre de directoire, de président de conseil de surveillance, d'administrateur délégué, de directeur général, directeur général adjoint ou gérant exercées dans les sociétés, entreprises ou établissements, dont l'activité consiste principalement dans l'exécution de travaux, la prestation de fournitures ou de services pour le compte ou sous le contrôle de la fédération, de ses organes internes ou des clubs qui lui sont affiliés.

Les dispositions du présent article sont applicables à toute personne qui, directement ou par personne interposée, exerce en fait la direction de l'un des établissements, sociétés ou entreprises mentionnés ci-dessus. Elles ne sont pas applicables lorsque la société, l'entreprise ou l'établissement en cause est entièrement détenue ou contrôlée par la fédération et que les fonctions susvisées sont exercées à titre non rémunéré.

## ARTICLE 30 – VACANCE DU POSTE DE PRÉSIDENT

En cas de vacance du poste de président, pour quelque cause que ce soit, les fonctions de président sont exercées provisoirement par un membre du comité exécutif (membres élus) élu au scrutin secret par le conseil d'administration.

Dès sa première réunion suivant la vacance, et après avoir, le cas échéant, complété le conseil d'administration, l'assemblée générale élit, sur la proposition du conseil d'administration, un nouveau président pour la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur.

## TITRE VI – AUTRES ORGANES DE LA FÉDÉRATION

### ARTICLE 31 – LES DÉPARTEMENTS

Il est institué au sein de la fédération des départements en charge de missions déterminées.

A l'exception des départements dont l'existence est prévue par les statuts, la création, la suppression et la définition des missions de chaque département relèvent du conseil d'administration.

Chaque département est administré par un permanent (salarié ou conseiller technique placé auprès de la fédération par l'État), directeur du département, en charge des questions opérationnelles.

Le conseil d'administration décide, le cas échéant, du rattachement des commissions aux départements, que l'existence de ces commissions soit ou non prévue par les statuts. En cas de rattachement d'une commission à un département, le directeur du département de rattachement est membre de droit des dites commissions.

Le directeur de département s'appuie sur un élu référent du comité exécutif, désigné comme tel par le bureau fédéral, pour les questions d'ordre stratégique ou politique.

Chaque département bénéficie du concours du personnel fédéral et de moyens définis dans le cadre du budget fédéral.

A l'exception des litiges de nature disciplinaire, au sens du règlement disciplinaire, chaque département statue sans appel sur les litiges qui peuvent naître à l'occasion des activités, notamment compétitives, dont il a la charge. Le conseil d'administration peut toutefois se saisir en vue éventuellement de réformer la décision prise par un département dans ses domaines de compétence.

### ARTICLE 32 – LE CONSEIL DES PRÉSIDENTS DE LIGUES

Il est institué, au sein de la fédération, un conseil des présidents de ligues (CPL) composé de l'ensemble des présidents de ligues en exercice.

Le CPL est un organe consultatif chargé de développer les liens entre les échelons nationaux et régionaux, d'apporter un conseil sur la mise en œuvre du plan stratégique et de formuler des propositions pour le développement fédéral.

Il est obligatoirement consulté sur les questions de découpage territorial.

Il peut également, en tant que de besoin, être saisi de toute question par le président de la FFME, le conseil d'administration, le bureau fédéral ou le comité exécutif.

Il dispose des moyens qui lui sont attribués dans le cadre du budget fédéral. Il est présidé par le président de la FFME.

8-10 quai de la Marne - 75019 PARIS

T. +33 (0)1 40 18 75 50

F. +33 (0)1 40 18 75 59

[www.ffme.fr](http://www.ffme.fr)

Assistent de droit aux réunions du CPL les membres élus du comité exécutif, le directeur technique national, le directeur général et le directeur administratif et financier.

Le président de la FFME peut inviter aux réunions du CPL, à titre consultatif, toute personne dont la présence peut être utile aux débats.

## ARTICLE 33 – LE CONGRÈS FÉDÉRAL

Le congrès fédéral est un lieu privilégié d'échanges sur la réalisation concrète du plan stratégique fédéral et la conformité des conventions de coopération territoriales.

Sa création, ou sa suppression éventuelle, est décidée par le conseil d'administration sur proposition du bureau fédéral.

Le congrès est réuni par le président de la fédération. Il peut être composé comme suit :

- le conseil d'administration ;
- le comité exécutif ;
- les présidents de ligues ou leur représentant ;
- les présidents de comités territoriaux ou leur représentant ;
- des représentants de clubs représentatifs de l'ensemble des clubs, désignés par le comité exécutif.

Le congrès peut être organisé par zone géographique pour des raisons d'efficacité.

## ARTICLE 34 – LA COMMISSION DE SURVEILLANCE DES OPÉRATIONS ÉLECTORALES

La commission de surveillance des opérations électorales est chargée de contrôler la régularité, au regard des dispositions des statuts et du règlement intérieur, des opérations de vote relatives à l'élection des membres du conseil d'administration et du bureau fédéral et, en cas de vacance, du président de la FFME.

La commission se compose de 5 membres :

- un membre du conseil fédéral d'appel, désigné par le conseil d'administration ;
- un membre de la commission nationale de discipline, désigné par le conseil d'administration ;
- trois membres tirés au sort par le conseil d'administration, sur proposition des ligues.

La commission de surveillance des opérations électorales est composée de personnes qualifiées. Leur mandat est renouvelable. Elles sont choisies par le conseil d'administration qui procède également à leur remplacement en cas de cessation anticipée de leurs fonctions pour quelque cause que ce soit. Le personnel de la FFME ne peut être membre de la commission. Les membres de la commission ne peuvent être candidats aux élections pour la désignation des instances dirigeantes de la FFME ou de ses organes déconcentrés ou être représentants à l'assemblée générale de la FFME, ni être membres d'une commission de surveillance des opérations électorales d'un organe déconcentré de la FFME.

Le président de la commission est désigné par le conseil d'administration. Lors des prises de décisions, il a voix prépondérante en cas d'égalité. En cas d'absence du président, la commission est présidée par le doyen d'âge.

Le mandat des membres de la commission est de 4 ans. Il s'achève à l'issue de la procédure ayant conduit au renouvellement complet du conseil d'administration.

La commission délibère valablement lorsque trois au moins de ses membres sont présents. Elle peut s'autosaisir ; elle peut également être saisie par :

- tout candidat aux élections statutaires ou par le président de la FFME ;
- tout votant pour ce qui concerne sa capacité à voter ou le décompte du nombre de voix dont il dispose.

Elle se prononce par une décision prise en premier et dernier ressort sur la recevabilité définitive des candidatures dont la liste est alors publiée sans délai. Dans ce cadre, la personne placée en tête de liste pour la catégorie des représentants des clubs, ou le candidat pour les autres catégories, peuvent déposer leur candidature à titre provisoire en vue de demander l'avis de la commission de surveillance des opérations électorales sur sa recevabilité. Dans cette hypothèse, la demande devra impérativement être adressée au moins 10 jours calendaires avant la date limite de dépôt des candidatures et l'avis sera rendu dans les 5 jours calendaires de façon à permettre, le cas échéant, la régularisation de la candidature. En cas d'avis défavorable, la candidature, pour être recevable, devra être envoyée de façon définitive dans les conditions et délais prévues par le règlement intérieur. En cas d'avis favorable, la candidature n'aura pas à être envoyée de nouveau, sous réserve que la demande d'avis ait été envoyée par lettre recommandée avec accusé de réception et/ou par tout autre moyen permettant de faire la preuve de la date de réception.

Elle peut :

- a) avoir accès à tout moment aux bureaux de vote, leur adresser tous conseils et former à leur intention toutes observations susceptibles de les rappeler au respect des dispositions statutaires et réglementaire ;
- b) se faire présenter tout document nécessaire à l'exercice de ses missions ;
- c) en cas de constatation d'une irrégularité, exiger l'inscription d'observations au procès-verbal, soit avant la proclamation des résultats, soit après cette proclamation ;
- d) procéder à tous les contrôles et les vérifications utiles ;
- e) être saisie pour avis, par les instances dirigeantes de la FFME, de toute question relative à l'organisation des procédures votatives et électorales au sein de la FFME ;
- f) se voir confier toute mission par les instances dirigeantes de la FFME, en relation avec les procédures votatives et électorales au sein de la FFME ;
- g) saisir le comité d'éthique ou les commissions disciplinaires de la FFME des questions relevant de leur compétence.

Pour l'accomplissement de ses missions, la commission est assistée, à sa demande et en tant que de besoin, par le personnel de la FFME.

La commission peut également s'adjoindre, sur décision de son président, avec voix consultative, les services d'un huissier de justice ou de tout autre professionnel du droit.

Elle peut consulter tout document, entendre tout témoignage qui lui paraît nécessaire à l'exercice de sa mission.

Les membres de la commission sont tenus à une obligation de discrétion absolue sur les informations dont ils sont amenés à avoir connaissance pendant ses réunions ou les opérations de vote. Ils sont en outre tenus de s'abstenir de toute déclaration publique.

## ARTICLE 35 – LA COMMISSION DES JUGES ET ARBITRES

Il est institué une commission des juges et arbitres.

Ses membres sont désignés par le département dont elle relève ou, à défaut, par le conseil d'administration.

8-10 quai de la Marne - 75019 PARIS

T. +33 (0)1 40 18 75 50

F. +33 (0)1 40 18 75 59

[www.ffme.fr](http://www.ffme.fr)

A l'exception, le cas échéant, de l'élu référent et du directeur du département de rattachement, les membres sont titulaires au minimum d'un brevet fédéral de président de jury.

Cette commission est notamment chargée :

- a) de suivre l'activité des juges et arbitres et d'élaborer les règles propres à cette activité en matière de déontologie, de formation et de perfectionnement ;
- b) de veiller à la promotion des activités d'arbitrage auprès des jeunes licenciés de la fédération.

## ARTICLE 36 – LA COMMISSION MÉDICALE

Il est institué au sein de la fédération une commission médicale.

Elle se compose de 6 membres, désignés par le conseil d'administration :

- le médecin fédéral national ;
- un membre du conseil d'administration ;
- le médecin de l'équipe nationale d'escalade ;
- le médecin de l'équipe nationale de ski-alpinisme ;
- un kinésithérapeute ;
- le directeur technique national ou son représentant.

La commission médicale est notamment chargée d'élaborer un règlement médical fixant l'ensemble des obligations et des prérogatives de la fédération à l'égard de ses licenciés dans le cadre de son devoir de surveillance médicale. Le règlement médical prévoit l'organisation d'une surveillance médicale particulière des licenciés inscrits sur la liste des sportifs de haut niveau mentionnée à l'article L. 221-2 du code du sport ainsi que des licenciés inscrits dans le projet de performance fédéral. Il prévoit également les modalités de désignation d'un médecin chargé de coordonner les examens prévus dans le cadre de la surveillance médicale particulière de ces sportifs. Le règlement médical est arrêté par le conseil d'administration.

Chaque année, le médecin coordonnateur visé à l'alinéa ci-dessus dresse un bilan de l'action relative à la surveillance médicale des sportifs de haut niveau et de ceux inscrits dans le projet de performance fédéral. Ce bilan fait état des modalités de mise en œuvre et de la synthèse des résultats collectifs de cette surveillance. Il est présenté par ce médecin à la première assemblée générale fédérale qui en suit l'établissement et adressé par la fédération au ministre chargé des sports.

## ARTICLE 37 – LE COMITÉ D'ÉTHIQUE

Il est institué au sein de la fédération un comité d'éthique, doté d'un pouvoir d'appréciation indépendant et habilité à saisir les organes disciplinaires de la fédération, chargé de veiller à l'application de la charte d'éthique et de déontologie de la fédération et au respect des règles d'éthique, de déontologie, de prévention et de traitement des conflits d'intérêts.

La charte d'éthique et de déontologie de la fédération précise la composition, le fonctionnement et les compétences du comité d'éthique.

## TITRE VII – DOTATION ET RESSOURCES ANNUELLES



## ARTICLE 38 – RESSOURCES ANNUELLES

Les ressources annuelles de la fédération comprennent :

- le revenu de ses biens ;
- les cotisations et souscriptions de ses membres ;
- le produit des licences et des manifestations ;
- les subventions de l'État, des collectivités territoriales et des établissements publics ;
- les ressources créées à titre exceptionnel, s'il y a lieu avec l'agrément de l'autorité compétente ;
- le produit des rétributions perçues pour services rendus ;
- toutes autres ressources permises par la loi.

## ARTICLE 39 – COMPTABILITÉ

La comptabilité de la fédération est tenue conformément aux lois et règlements en vigueur et au règlement financier de la FFME.

Il est justifié chaque année, auprès du ministre chargé des sports, de l'emploi des subventions reçues par la fédération au cours de l'exercice écoulé.

## TITRE VIII – MODIFICATIONS DES STATUTS ET DISSOLUTION

### ARTICLE 40 – MODIFICATION DES STATUTS

Les statuts peuvent être modifiés par l'assemblée générale extraordinaire sur proposition du conseil d'administration ou du dixième au moins des membres de l'assemblée générale représentant au moins le dixième des voix.

Dans l'un et l'autre cas, la convocation, accompagnée d'un ordre du jour mentionnant les propositions de modifications, est adressée aux membres de l'assemblée générale un mois au moins avant la date fixée pour la réunion de l'assemblée.

L'assemblée générale ne peut modifier les statuts que si les représentants présents portent au moins la moitié des voix. Si ce quorum n'est pas atteint, l'assemblée est à nouveau convoquée sur le même ordre du jour, quinze jours au moins avant la date fixée pour la réunion. L'assemblée générale statue alors sans condition de quorum.

Les statuts ne peuvent être modifiés qu'à la majorité des deux tiers des suffrages valablement exprimés.

### ARTICLE 41 – DISSOLUTION

L'assemblée générale extraordinaire ne peut prononcer la dissolution de la fédération que si elle est convoquée spécialement à cet effet. Elle se prononce dans les conditions prévues par les troisième et quatrième alinéas de l'article 40.

### ARTICLE 42 – LIQUIDATION

En cas de dissolution de la fédération, l'assemblée générale désigne un ou plusieurs commissaires chargés de la liquidation de ses biens.

## ARTICLE 43 – PUBLICITÉ

Les délibérations de l'assemblée générale concernant la modification des statuts, la dissolution de la fédération et la liquidation de ses biens sont adressées sans délai au ministre chargé des sports.

Elles prennent effet, sous réserve d'éventuelles dispositions transitoires, conformément au droit commun des associations et aux dispositions législatives et réglementaires relatives aux fédérations sportives.

## TITRE IX – SURVEILLANCE ET RÈGLEMENT INTÉRIEUR

### ARTICLE 44 – SURVEILLANCE

Le président de la fédération, ou son délégué, fait connaître dans les trois mois à la préfecture du département ou à la sous-préfecture de l'arrondissement où elle a son siège, tous les changements intervenus dans la direction de la fédération.

Les documents administratifs de la fédération et ses pièces de comptabilité, dont un règlement financier, sont présentés sans déplacement, sur toute réquisition du ministre chargé des sports ou de son délégué, à tout fonctionnaire accrédité par eux.

Le rapport moral et le rapport financier sont adressés chaque année au ministre chargé des sports.

### ARTICLE 45 – VISITE

Le ministre chargé des sports a le droit de faire visiter par ses délégués les établissements fondés par la fédération et de se faire rendre compte de leur fonctionnement.

### ARTICLE 46 – RÈGLEMENT INTÉRIEUR

Le règlement intérieur est préparé par le conseil d'administration et adopté par l'assemblée générale à la majorité absolue des suffrages valablement exprimés.

Le règlement intérieur, le règlement disciplinaire et le règlement financier ainsi que les modifications qui leur sont apportées sont communiqués au ministre chargé des sports.

Les modifications qui leur sont apportés prennent effet, sous réserve d'éventuelles dispositions transitoires, conformément au droit commun des associations et aux dispositions législatives et réglementaires relatives aux fédérations sportives.

### ARTICLE 47 – PUBLICATION

Les présents statuts, les règlements prévus par les présents statuts et les autres règlements arrêtés par la fédération sont publiés sous forme électronique sur le site internet de la FFME. Cette publication est assurée dans des conditions de nature à garantir sa fiabilité. Le public y a accès gratuitement.